

DELIBERATION CR011-2019

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.123-1 à L.123-9, L.712-6-1 et L.719-7 ;

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers ;

Vu les statuts et règlements de l'Université d'Angers ;

Vu les convocations envoyées aux membres de la Commission de la Recherche le 06 juin 2019.

Objet de la délibération : Avis sur la candidature à la Direction adjointe de l'Ecole Doctorale « Droit et Sciences Politiques (DSP) » pour le site de Rennes

La commission de la recherche réunie le 17 juin 2019 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :

La candidature de Mme Marie-Laure CICILE-DELFOSSÉ à la Direction adjointe de l'Ecole Doctorale « Droit et Sciences Politiques (DSP) » pour le site de Rennes est retenue. Cette décision est adoptée à l'unanimité avec 25 voix pour.

A Angers, le 17 juin 2019

Le Vice-président Recherche

Philippe SIMONEAU

La présente décision est exécutoire immédiatement ou après transmission au Rectorat si elle revêt un caractère réglementaire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa transmission au Rectorat suivant qu'il s'agisse ou non d'une décision à caractère réglementaire. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché et mis en ligne le : 24 juin 2019

Relevé des délibérations du Conseil de l'ED DSP

Le Conseil de l'Ecole doctorale de droit et de science politique, en sa séance du lundi

6 mai 2019, a :

- ☞ Approuvé à l'unanimité le compte rendu du conseil du 13 février 2019 ;
- ☞ Pris connaissance des divers éléments du calendrier de la campagne des contrats ordinaires ;
- ☞ Entendu le point d'étape sur le projet d'association « job service » des doctorants » ;
- ☞ Entendu la présentation de la candidature de Madame Marie Laure Cicile-Delfosse, professeur de droit privé à l'université de Rennes 1, sur le poste de directeur adjoint de Rennes de l'école doctorale DSP ;
- ☞ Emis à l'unanimité un avis favorable à la candidature de Madame Cicile-Delfosse ;
- ☞ Entendu le point d'étape sur l'organisation de la Master Class 2019 ;
- ☞ Entendu le point d'étape sur la campagne des comités de suivi ;
- ☞ Pris connaissance des informations relatives à l'utilisation du logiciel anti-plagiat ;
- ☞ Emis à l'unanimité un avis défavorable à la demande d'obtention du doctorat en droit au titre de la VAE

Rennes, le 9 mai 2019

Pr. Jean-René BINET
Directeur de l'Ecole doctorale DSP


Université Bretagne Loire
Ecole doctorale DSP (ED 599)
Pr. Jean-René BINET
Directeur

Marie-Laure CICILE-DELFOSSÉ
marie-laure.delfosse-cicile@univ-rennes1.fr

Rennes, le 17 avril 2019

Objet : lettre de candidature pour la direction adjointe de l'Ecole doctorale Droit et science politique pour le site de l'académie de Rennes.

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

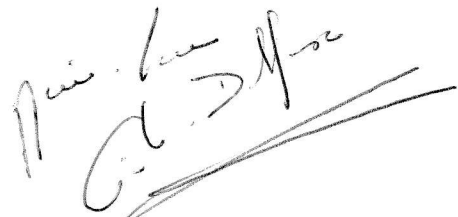
A la suite de l'appel à candidature pour la direction adjointe de l'Ecole doctorale de Droit et science politique pour le site de l'académie de Rennes, je me permets de vous soumettre ma candidature.

Nommée en septembre 2003 à la Faculté de Droit et de science politique de l'Université de Rennes 1, j'y exerce depuis seize ans mes fonctions. J'y ai assuré la charge de présidente de section durant cinq ans et suis, depuis 2013, directrice du M2 Droit privé et responsable pédagogique du parcours Droit privé fondamental au sein de ce master qui présente une forte finalité d'apprentissage à et par la recherche, l'un de ses débouchés étant la poursuite en doctorat. Cela m'a donc amenée à porter une attention toute particulière à l'information et au mode de recrutement des candidats au doctorat. J'ai par ailleurs dispensé, au long de ces années, des séminaires à destination des doctorants dans le cadre de leur formation. Je suis également en charge depuis 2006 de l'axe Droit du patrimoine du Centre de Droit des affaires.

J'exerce par ailleurs depuis 2013 la mission de conseiller scientifique auprès du Hcéres au sein du département en charge de l'évaluation des formations et des écoles doctorales, après avoir été expert au sein de cette institution. Pour les écoles doctorales, mon rôle consiste à composer les comités d'experts chargés d'évaluer les écoles doctorales dans le domaine Droit-Economie-Gestion, puis à accompagner tout le processus d'évaluation en prenant connaissance des dossiers transmis par les établissements, à assister le comité dans l'analyse du dossier, les échanges lors de la visite sur site et la rédaction des rapports d'évaluation et enfin à traiter les observations des établissements. Cette mission très riche m'a permis d'accroître ma connaissance du rôle actuel des écoles doctorales : fonctionnement et adossement scientifique des écoles, encadrement et formation des doctorants et suivi du parcours professionnel des docteurs. Elle m'a aussi permis de mesurer les pratiques mises en œuvre par les diverses écoles doctorales du domaine et d'échanger avec leurs acteurs alors que la démarche d'évaluation se prête à un partage d'expérience entre pairs porteur de nombreux enseignements. Au sein des instances du Hcéres, je suis également associée aux discussions relatives au référentiel d'évaluation des écoles doctorales et au nouveau processus d'évaluation des collèges doctoraux.

A différents titres, j'ai donc été amenée à m'intéresser particulièrement à la mission et au fonctionnement des écoles doctorales de sorte que, souhaitant mettre les compétences acquises au service de l'établissement et de l'école doctorale auxquels j'appartiens, je me permets de vous présenter ma candidature pour le poste de directrice adjointe de l'Ecole doctorale Droit et science politique en charge plus particulièrement du pilotage de l'offre de formation de l'école.

Espérant que ma candidature saura retenir votre attention, je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, chers collègues, l'expression de ma haute considération.





Marie-Laure CICILE-DELFOSSÉ

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

marie-laure.delfosse-cicile@univ-rennes1.fr

[REDACTED]

FORMATION

- 2003 : **Agrégation de droit privé et de sciences criminelles**
- 2001 : **Doctorat**, mention très honorable avec les félicitations à l'unanimité du jury. Prix de thèse de Paris II et obtention d'une subvention en vue de publication.
- 1994 : **D. E. A. de Droit privé général** à l'Université Paris II, mention assez bien.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis 2003 : **Professeur à la Faculté de droit et de science politique de Rennes.**

Depuis 2013 : **Conseiller scientifique au Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES). Département de l'évaluation des formations (Licences, Masters, Ecoles doctorales).**

2010-2019 : **Intervenant au Centre de formation professionnelle des notaires de Paris désormais Institut national des formations notariales (voie universitaire et professionnelle).**

2010-2013 : **Intervenant à la Faculté de droit et de science politique de Versailles Saint-Quentin (M2 Carrières judiciaires. Préparation ENM) et à la Faculté de droit de Paris-Est – Créteil, val de Marne (M2 droit notarial).**

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

Enseignement :

En droit civil : Droit des personnes et de la famille, Droit des obligations, Droit des biens, Droit des successions, Droit des régimes matrimoniaux.

Droit immobilier : construction, promotion immobilière, copropriété.

Direction de thèses :

Les régimes matrimoniaux, étude de droit comparé français et vietnamien (thèse soutenue le 20 déc. 2012).

Régime juridique du divorce : causes et conséquences, réforme du droit libanais à la lumière du droit français (thèse soutenue le 22 juin 2017).

La sanction non civile du contrat. Réflexion autour de la fonction protectrice de la sanction (thèse en cours).

L'identité et l'identification des personnes physiques (thèse en cours).

Direction de mémoires et Participation à des jurys de thèse et d'HDR

ACTIVITES SCIENTIFIQUES

COLLOQUES

Organisation de colloques

- **L'appréhension par le droit de l'incorporalité. Le droit commun est-il apte à saisir l'incorporel ?**, Colloque international, Faculté de Droit de Rennes, 21 novembre 2008.
- **La liberté de critique**, Colloque national, Faculté de droit de Rennes, 9 juin 2006.

Participation à des colloques,

- Droit processuel de la famille**, Faculté de Droit de Nantes, 15 et 16 nov. 2018
- Procédures, majeurs protégés et juge au XXIème siècle**, Faculté de Droit de Rennes, 16 juin 2017.
- **Les mutations de la norme. Le renouvellement des sources de droit**, Faculté de Paris V, 18 et 19 nov. 2010.
- **La réforme de la prescription en matière civile : le chaos enfin régulé ?** Faculté de Droit de Rennes, 15 mai 2009.
- **L'autonomie de la personne vulnérable au regard de la réforme du 5 mars 2007**, Faculté de Droit de Rennes, 10 décembre 2008.
- **L'appréhension par le droit de l'incorporalité. Le droit commun est-il apte à saisir l'incorporel ?**, Faculté de Droit de Rennes, 21 novembre 2008.
- **La liberté de critique**, Faculté de Droit de Rennes, 9 juin 2006.

Conférences

- **Le droit selon ... Gérard Cornu**, dans le cadre du cycle de conférences « Le Droit selon ... », 30 mars 2017.

PUBLICATIONS

Droit des personnes et de la famille.

Ouvrages :

- « **Le lien parental** », préface de François Terré, Editions Panthéon-Assas, Paris, 2003, 634 p.
- **Introduction au droit et Droit Civil. Méthodologie et sujets corrigés, Les annales du Droit**, (dir. Th. Garé), 2011, 2012, 2013 (ouvrage collectif)

Encyclopédies :

- *J.-Cl. Civil Formulaire, Synthèse, Mariage*, synthèse semestrielle depuis 2014.
- « Mariage. Promesses de mariage – courtage matrimonial » in *Juris-Classeur civil*. Art 143 à 147, 2019
- « Mariage. Promesses de mariage – fiançailles » in *Juris-Classeur civil*. Art 143 à 147, 2018
- « Mariage. Demandes de nullité. Preuve » in *Juris-Classeur civil*, Art. 194 à 200, 2017.
- « Mariage. Demandes en nullité. Mariage putatif » in *Juris-Classeur civil*, Art. 201 et 202, 2017.
- « Mariage. Consentement familial » in *Juris-Classeur civil*, Art. 148 à 160, 2015.
- « Mariage. Les conditions à réunir dans la personne des époux » in *Juris-Classeur civil*, Art. 144 à 147, 2014, 2017.
- « La dévolution du nom de famille » in *Juris-Classeur civil*, Art. 311-21 à 311-23, 2006, 2011, 2013, 2017.
- « Majeurs protégés. Dispositions indépendantes de toute protection. Faits juridiques, ». in *Juris-Classeur civil*, Art. 411-1 à 411-3 », 2010, 2016.
- « Majeurs protégés. Dispositions indépendantes de toute protection. Actes juridiques » in *Juris-Classeur civil*, Art. 414-1 à 414-3 du Code civil, 2009, 2016.
- « Vente sur référence », in *Juris-classeur Distribution, Fasc. 1370*, 2004.

Notes, articles et contributions à ouvrage collectifs :

- « Filiation et procédure civile », 2018, à paraître.
- Rapport de synthèse Colloque « Procédures, majeurs protégés et juge », à paraître.
- « De quelques réflexions sur « une réforme de civilisation » en matière de filiation », in *Mélanges en l'honneur de Francis Kernaleguen. Liber amicorum*, PUR, 2016, p. 51.
- « Plaidoyer pour le rétablissement du changement judiciaire du nom de famille », *Rev. Dr. Famille*, juin 2014, p. 11.
- « La diversité du nom de l'adopté simple. Du rôle de la volonté individuelle dans l'attribution du nom de l'adopté simple » in *Mélanges en l'honneur de Jerry-Louis Sainte Rose*, éd. Bruylant, 2012, p. 337.
- « Le beau-parent, serpent de mer du droit civil de la famille », in *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Champenois*, Defrénois, 2012, p. 189.
- « Droit et anthropologie. A propos de l'homoparentalité » in *Au-delà des codes, Mélanges en l'honneur de Marie-Stéphane Payet*, Dalloz, 2012, p. 113.
- « L'autonomie de la personne vulnérable au regard de la réforme du 5 mars 2007. La faculté de remettre en cause les actes de la personne vulnérable pour insanie d'esprit », *La revue des notaires*, n° 45, mai 2009, p. 6.

- « Critique et famille - La liberté de critique des très proches », in « *La Liberté de critique* », éd. Litec, Coll. Colloques et débats, 2007 p. 41.
- « Mesures transitoires de la réforme du droit de la filiation », *Dr. Fam.*, janv. 2006, Etudes p. 34.
- L'extension de l'action en retranchement de l'article 1527 al. 2 C. civ. aux enfants naturels, à propos de l'arrêt de la première chambre civile de la Cour de cassation du 29 janvier 2002, *Petites affiches*, 11 juillet 2002, n° 138, p. 24.

Droit des biens, droit immobilier :

Notes, articles et contributions à ouvrage collectifs :

- « Le risque d'impayé des sous-traitants dans les marchés privés de travaux », in *Le risque entrepreneurial* », LexisNexis, 2015, p. 17.
- « Division des sols et construction », Diplôme supérieur de notariat, Sujets et corrigés du CFPN de Paris, JCP N 2014, n° hors-série, n° 21 p. 31.
- « Les mutations de la norme en droit des biens », in *Les mutations de la norme. Le renouvellement des sources de droit*, Economica, 2011, p. 239.
- « Délai de dénonciation des vices apparents dans la vente d'immeuble à construire », *Droit et Patrimoine*, octobre 2010, p. 24.
- « Servitudes et empiètement. L'antinomie réaffirmée », *Droit et patrimoine*, juin 2010, p. 34.
- « L'incidence de la réforme de la prescription en droit immobilier », in « *La réforme de la prescription en matière civile* », Dalloz, 2010, p. 79.
- « Le droit et l'incorporel à l'orée du XXIème siècle – Etat des lieux », *Revue Lamy Droit civil*, n° spécial, nov. 2009, p. 5.

Droit des obligations.

Notes, articles et contributions à ouvrage collectifs :

- « L'acceptation des risques dans le domaine de la responsabilité du fait des choses », à propos des arrêts de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation du 28 mars 2002 et du 4 juillet, *Petites affiches*, 25-26 décembre 2002, n° 257-258, p. 8.

ACTIVITES ADMINISTRATIVES

Depuis 2006 : **Responsable du département puis de l'axe « Droit du Patrimoine » au sein du Centre de Droit des Affaires, du Patrimoine et de la Responsabilité (CDA-PR).**

Depuis 2013 : **Directrice du Master 2 Droit privé Université de Rennes 1.
Responsable du parcours Droit Privé Fondamental.**

2006-2011: **Présidence de la section 01 à la faculté de droit de Rennes.**

2008 et 2013 : **Expert à l'Agence de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES) pour les formations.**